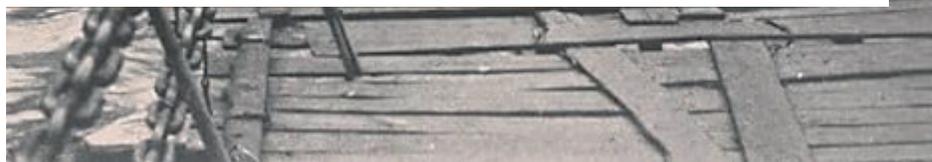




**Fragments pour une lutte insurrectionnelle  
contre le militarisme et le monde qui en a besoin**







*Fragments pour une lutte insurrectionnelle contre le militarisme et le monde qui en a besoin, Zundlumpen, n° 83, mai 2021. Traduit et publié dans Guerre à la guerre . Prespectives anarchistes et internationalistes, n°1, mars 2022*

*La guerre commence ici : paralysons son infrastructure, là où nous le pouvons, paru en allemand sur le site [zuendlappen.noblogs.org](http://zuendlappen.noblogs.org), 9 février 2022. Traduit en français et publié sur le site [sansnom.noblogs.org](http://sansnom.noblogs.org), et en papier dans le numéro 1 de *Guerre à la guerre*.*

*Le réseau de transport trans-européen (TEN-V), la logistique et la disponibilité militaires au vu de l'exemple du corridor ScanMed et de ses projets partiels actuels, paru en allemand sur le site [socialerzorn.noblogs.org](http://socialerzorn.noblogs.org); 1er décembre 2023. Traduit en français et publié sur le site [sansnom.noblogs.org](http://sansnom.noblogs.org), 13 décembre 2023.*

**Décembre 2023**

# Fragments pour une lutte insurrectionnelle contre le militarisme et le monde qui en a besoin

*Enfin, les anarchistes sont contre l'antimilitarisme (hélas, voilà le lapsus, vous voyez, le lapsus n'arrive jamais de manière totalement accidentelle, de fait les anarchistes sont aussi contre un certain type d' « antimilitarisme »). Néanmoins, pour éviter des équivoques regrettables, cherchons à être plus clairs. Je me corrige : les anarchistes sont contre le militarisme. Sur ce point il n'y a aucun doute. Ils sont contre le militarisme, non pas au nom d'une conception pacifiste monotone.*

*Ils sont contre le militarisme, principalement parce qu'ils ont une conception différente de la lutte. C'est-à-dire qu'ils n'ont rien contre les armes, ils n'ont rien contre le concept de défense face à l'oppression. Mais par contre ils en ont beaucoup contre un certain usage des armes, voulu ou commandé par l'État, organisé par les structures répressives. Ils ont beaucoup à dire contre un usage militaire des armes. Alors qu'à l'inverse, ils sont d'accord, du moins dans leur écrasante majorité, pour utiliser les armes contre l'opresseur, pour utiliser les armes contre ceux qui exploitent et oppriment, pour les utiliser dans une guerre de libération. Pour utiliser les armes contre des personnes précises, contre des réalisations précises de l'exploitation.*

*Il est donc faux de dire : « les anarchistes sont antimilitaristes », qui revient à dire qu'ils sont pacifistes. Les anarchistes sont contre le militarisme mais pas parce qu'ils sont tous pacifistes. Ils n'ont rien contre le symbole de l'arme, pas plus qu'ils ne peuvent accepter une condamnation de la lutte armée en général, pour utiliser ici ce terme strictement technique qui mériterait une réflexion approfondie. À l'inverse ils sont pleinement d'accord pour un usage particulier des armes : lequel ? Celui où ces objets sont utilisés pour se libérer, parce qu'aucune libération pacifique ne sera possible. Parce que ceux qui détiennent le pouvoir n'auront jamais l'amabilité de se retirer, en paix, sans résister et sans chercher à le conserver à tout prix.*

Extrait de *L'anarchisme entre théorie et pratique*, Alfredo M. Bonanno

## QU'EST-CE QUE LA GUERRE ? QU'EST-CE QUE LE MILITARISME ?

Au cours du temps, les guerres se sont manifestées de différentes manières. Certaines (anciennes) campagnes de conquête, au cours desquelles une puissance impériale civilisatrice s'empare de territoires habités jusqu'alors uniquement par des communautés apatrides, peuvent avoir été menées différemment, du moins par les communautés apatrides, que ces guerres qui opposent les armées de monarques, d'aristocrates, de marchands et d'hommes d'affaires, d'églises ou d'États-nations. Il est même possible qu'elles aient plus en commun avec certaines formes modernes de guerre sur lesquelles je reviendrai. Pour l'instant, je répondrai à la question de savoir ce qu'est la guerre et le militarisme en partant de ces conflits ancestraux entre les dirigeants, dans lesquels ils lancent leurs armées les unes contre les autres afin de régler une quelconque revendication de domination ou même de régler des querelles personnelles.

Le prince qui commande sa propre armée, par exemple, peut avoir de multiples raisons de partir en guerre contre l'armée d'un autre. Peut-être a-t-il été humilié, peut-être cherche-t-il à obtenir l'amour d'une princesse, ou plutôt la reconnaissance et la faveur de son père, peut-être n'aime-t-il pas le tracé de l'une des frontières de son royaume et souhaite-t-il la repousser un peu plus loin, peut-être veut-il s'emparer d'un trésor ou s'assurer le droit d'exploiter d'autres paysans. Parfois, il convoite la position d'un autre prince plus haut placé, d'autrefois il peut aussi avoir eu une inspiration divine ou avoir pris un mythe trop au sérieux. Quelle que soit sa raison, il est peu probable que ses sujets et ses mercenaires aient une raison suffisante de donner leur vie et leur intégrité pour lui et sa cause. Il se peut même qu'il y ait quelques sujets qui ne partent pas non plus en guerre pour la cause du prince, mais qui considèrent que leur propre cause (un poste plus élevé, une part du butin, etc.) est liée à celle du prince. Mais ces sujets seront toujours peu nombreux et, à l'instar du prince, ils ne seront pas prêts à se mouiller lorsque les épées s'abattront sur les boucliers, que les flèches transperceront les armures et que les lances se briseront sur ce qui a pu être autrefois le corps indemne d'un homme.

Pour constituer une armée, le prince doit donc trouver un moyen de susciter l'intérêt de n'importe quel sujet - pas nécessairement le sien - pour qu'il prenne la place qui lui revient dans le carnage et y reste jusqu'à la fin s'il le faut. Une manière simple de susciter cet intérêt est de payer ses guerriers.

Le prince les appelle des mercenaires et il est conscient du problème de leur inconstance. Après tout, il n'a pu les convaincre de le servir qu'en les payant ou en leur promettant un paiement - parfois aussi en leur promettant une part d'un riche butin, une astuce extrêmement astucieuse, car elle éveille aussi immédiatement l'intérêt du mercenaire à être victorieux. Et le prince sait qu'il n'est pas le seul à posséder de l'argent, son ennemi en détient lui aussi. Il n'est pas rare non plus que des mercenaires désertent avec leur solde et leurs armes face à une force ennemie ou au cours d'une bataille, qu'ils se révèlent inaptes au combat ou qu'ils refusent tout simplement de faire quelque chose pour lequel ils estiment ne pas avoir reçu une solde suffisante. Les armées de mercenaires ne sont donc pas particulièrement appréciées par notre prince. Le système dit d'allégeance est une tentative de remplacer ce lien purement monétaire des mercenaires par une dépendance des sujets, désormais appelés *vassaux*. En échange du droit d'être lui-même un jour despote et d'administrer une petite partie des terres du seigneur, d'asservir les paysans qui y vivent et d'obtenir un certain statut social, le vassal rend toutes sortes de services à son seigneur, le suzerain, et surtout, il part en guerre pour lui - et y engage aussi certains de ses sujets. Ce que le mercenaire n'était pas prêt à faire pour le peu de solde qu'il recevait, le vassal, ce *noble chevalier*, le fait désormais avec plaisir en échange de quelque chose de bien plus sordide : une coquette armure et une place dans l'administration du royaume de son prince. Le militarisme est né.

Contrairement au mercenaire, le vassal en armure ne sera plus jamais en mesure de défendre sa propre cause, car lorsqu'il rentrera d'une longue, fatigante et épuisante campagne militaire, il s'occupera de l'administration du royaume de son suzerain, il extorquera des impôts aux paysans des terres qu'il administre, il s'occupera de la bureaucratie nécessaire et se préparera à la prochaine bataille, car pour lui, après la guerre, c'est avant la guerre. Il peut croire que c'est sa cause qu'il défend ici, mais il restera toute sa vie tout au plus un égoïste trompé.

Son suzerain, en revanche, notre prince, se frotte les mains dans son château, son palais ou son château et porte un toast à son idée astucieuse. Non seulement il n'aura plus à se soucier de gérer ses terres, mais il pourra désormais faire la guerre quand il le voudra et ses vassaux le suivront presque sans condition. Rapidement, ces vassaux, appelés nobles d'épée, vont mettre en place des sous-vassaux, qui à leur tour vont mettre en place des sous-vassaux. Les hiérarchies ainsi créées permettent non seulement

d'administrer des empires en croissance rapide, mais aussi de déterminer l'ordre de l'armée et d'assurer le bon fonctionnement des chaînes de commandement. En effet, l'obéissance et surtout la discipline ne sont pas les vertus les plus importantes d'un sujet seulement en temps de guerre, mais aussi en temps de paix, lorsque les vassaux servent leurs maîtres respectifs dans la vie civile de l'État.

Cet ordre militariste se maintient malgré les nombreuses querelles de pouvoir, les intrigues et les (tentatives de) putschs, jusqu'à ce qu'une nouvelle classe s'empare du pouvoir et renverse ce système de l'extérieur : La bourgeoisie. Après que les têtes de la noblesse soient tombées en France, une restructuration de l'armée s'est imposé également. Une classe moyenne érigée en nouvelle classe supérieure ne peut certes pas se prévaloir des services militaires de la noblesse et, de toute façon, la fidélité de cette dernière ne serait plus assurée maintenant que nous n'avons plus affaire à de petits despotes à la solde d'un prince qui commande. La bourgeoisie continue de se servir de la logique militariste, mais elle a désormais besoin de nouveaux sujets qui se battront pour sa cause. En France et aux États-Unis, puis dans l'ensemble du monde occidental, les premières nations voient le jour et c'est le mythe d'une unité nationale, le nationalisme, qui va désormais mobiliser les sujets à la guerre pour la cause des dominants. Si les vassaux peuvent encore être considérés comme des égoïstes trompés, car ils ont pu croire qu'ils allaient au combat pour leur propre cause, c'est-à-dire pour leur pouvoir, leur influence et leur statut, la bourgeoisie parvient à éradiquer tout égoïsme dans le domaine militaire. On part désormais en guerre pour une nation fictive, mais que l'on croit sienne, pour la patrie, et l'on est prêt à se faire tirer sur la moitié du visage, à se faire exploser les membres ou, plus tard, à inhaler des gaz toxiques pour la patrie. La participation administrative au pouvoir, qui assurait la discipline des vassaux même en temps de paix, disparaît et est remplacée par quelque chose de bien plus terrible : les usines. Fonctionner au rythme de la machine, voilà qui entretiendra désormais la discipline nécessaire à la marche au pas en temps de paix. Et alors qu'en temps de paix, les vassaux devaient s'assurer d'avoir toujours suffisamment de chevaux de guerre à disposition, la nouvelle sous-classe, le prétendu prolétariat, produit rapidement dans les usines, même en temps de paix, le matériel de guerre avec lequel il sera mutilé en temps de guerre.

Les hiérarchies organisationnelles civiles, qui ont été formellement

dissoutes dans la démocratie bourgeoise mais qui garantissaient le bon fonctionnement des chaînes de commandement en temps de guerre, sont entraînées dans les usines, qui ne sont pas organisées par hasard suivant une logique militariste. Même si la plupart des Etats actuels possèdent une armée professionnelle permanente qui, de ce point de vue, s'apparente peut-être davantage au mercenariat, lequel n'a de toute façon jamais complètement disparu - les troupes auxiliaires de mercenaires étaient souvent nécessaires pour pouvoir mobiliser suffisamment de soldats -, les expériences des guerres mondiales et des guerres récentes montrent que la mobilisation des travailleurs à l'intérieur est non seulement nécessaire, mais qu'elle fonctionne aussi trop bien grâce à la discipline militariste générale et à l'obéissance inculquée.

\*\*\*

Mais l'ère des guerres des nations semble toucher à sa fin, voire être déjà révolue, à quelques exceptions près. Au plus tard avec la fin de la guerre froide, les deux factions militaires impériales restantes se sont intégrées dans une communauté internationale d'États, au sein de laquelle les conflits sont de moins en moins liés au contrôle territorial traditionnel, mais de plus en plus aux revendications de ressources et aux désaccords en matière de police mondiale. Cela ne signifie certes pas qu'il n'y aurait plus de guerres. Mais nous devons actualiser notre compréhension de la guerre si nous voulons comprendre suffisamment les opérations militaires actuelles.

Les cadavres des armées nationales, bien qu'ils continuent d'exister pour toute une série de raisons nostalgiques, sont soudés dans des alliances militaires comme l'OTAN pour former une nouvelle armée et sont utilisés dans des unités d'intervention internationales comme les casques bleus de l'ONU pour des missions essentiellement de police mondiale visant à sécuriser les matières premières. Bien que le capital international puisse recourir presque à volonté à cette armée organisée par l'État, il met également en place de plus en plus ses propres troupes de sécurité dans différentes parties du monde (par exemple en Amérique du Sud), afin d'y surveiller le développement d'une infrastructure extractiviste et d'y réprimer la résistance. Mais là où l'objectif principal d'une armée de plus en plus internationale est de réprimer les révoltes, d'intervenir dans les guerres civiles et de protéger les intérêts économiques de la classe capitaliste, les

stratégies de mobilisation nationalistes s'effritent également. Même s'il y a apparemment encore beaucoup de nazis dans les rangs de l'armée, qui y assouvissent leur désir de servir leur patrie, une majorité de gens ne se laisse plus duper de manière aussi grossière. Au lieu de nations ennemies, il faut désormais, à l'époque de l'entente mondiale entre les peuples et de la communauté internationale des Etats, un nouvel ennemi contre lequel on puisse au moins éveiller la sympathie des gens pour les forces de frappe de leur pays. Et à une époque où l'armée internationale s'entraîne à intervenir dans les zones urbaines, où les militaires s'exercent à des scénarios de guerre civile et de contre-insurrection, il est également nécessaire que cet ennemi se cache parmi la population.

Depuis 2001 au moins, mais pas seulement depuis, l'ennemi s'appelle le terrorisme international. Et c'est probablement un coup de génie qu'il soit si difficile à repérer. Des motifs racistes déjà éprouvés peuvent être mobilisés contre lui, tout comme les craintes politiques d'une conspiration anarchiste ou subversive qui apporterait le chaos dans un monde uniformisé et synchronisé. Et bien sûr, les révoltes dans le tiers-monde, où les asservis se rebellent contre leurs exploit.e.s, peuvent être aussi facilement déclarées terroristes que le régime d'un pays qui refuse de satisfaire les intérêts pétroliers d'un empire.

Combien d'Américains peuvent s'identifier à ceux qui ont été enterrés sous les deux tours du World Trade Center, combien sont-ils en comparaison avec les morts des guerres d'Afghanistan et d'Irak ? Et pourtant, cet événement et son exploitation par la propagande suffisent à mobiliser non seulement de nombreux Américain.e.s, mais aussi d'innombrables Européen.ne.s contre quelque chose qui n'existe probablement pas, ou qui, rétrospectivement, n'a été créé que par ces guerres. Mais la « guerre contre la terreur » n'a pas seulement déclenché des guerres contre un spectre dans les régions éloignées des puissances mondiales, elle a aussi fondé une guerre contre leurs propres populations dans les métropoles du pouvoir. Désormais, chaque citoyen est un terroriste potentiel. Et ce, dans la mesure où il/elle a l'air « arabe », pratique la religion musulmane ou peut être racialisé d'une autre manière. L'autorité américaine de sécurité aérienne (TSA), dont les activités se sont surmultipliées depuis 2001, est convaincue que les terroristes ne sont pas seulement reconnaissables à des caractéristiques raciales traditionnelles comme la couleur de la peau ou la forme de la tête, mais aussi à la coupe de cheveux spécifiquement terroriste.

La guerre contre le terrorisme international est devenue, en Europe aussi, l'ultime stratégie d'argumentation raciste contre la migration. Celui qui fuit les zones de guerre de ce monde en direction des métropoles plus prospères pourrait bien être un.e terroriste. En revanche, celui qui pète les plombs et se déchaîne dans les métropoles reste le forcené relativement inoffensif et égaré du voisinage. Je n'ai certainement pas besoin d'expliquer ici tous les aspects de la peur du terrorisme, elle ne devrait être que trop présente dans l'esprit de la plupart des lecteur.rice.s, son attisage ciblé et son instrumentalisation ultérieure par la politique sous la forme d'un renforcement technologique de la police - qui conduit désormais des tanks et peut compter des grenades à main dans son arsenal - et de l'armée, ainsi qu'un renforcement des régimes frontaliers, tout particulièrement en Europe.

On peut constater que le spectre du terrorisme, tel qu'il hante aujourd'hui nos cerveaux lavés, est l'image idéale de l'ennemi, produite à grands frais, pour légitimer les stratégies militaires qui sont entraînées par une armée de plus en plus globale pour assurer la sécurité d'un empire mondial.

\*\*\*

Mais même cette conception modernisée de la guerre doit être repensée ces jours-ci, car nous vivons depuis plus d'un an une nouvelle forme de guerre, plus précisément de guerre civile. Le terrorisme, devenu largement obsolète, ne remplit plus que les colonnes marginales des quotidiens. A la place, un autre ennemi, encore plus fictif, fait la une des journaux : le Covid19. Ce super-terroriste invisible, qui hante les gens de manière invisible et sournoise, qui se cache derrière chaque contact, que dis-je, derrière chaque rencontre, est l'ennemi ultime et sa guerre, elle, nécessite une forme très particulière de mobilisation de masse : la mobilisation pour l'absence. Le héros de cette guerre moderne, il - ou elle, cette armée moderne a vraiment surmonté toute différence de genre - se prélassé chez lui sur le canapé, se goinfre de junk food et suit avec attention le rapport du front qui scintille toutes les minutes sur tous les écrans. Et même si l'on n'y compte plus les morts depuis longtemps, mais qu'il n'est plus question que d'une « incidence » peu significative, les masses enthousiasmées par la guerre continuent d'applaudir. Et tous les autres ? « Le meilleur médicament, c'est la discipline », tel est le slogan d'une des dernières campagnes publicitaires du gouvernement fédéral, qui invite la nation à « tenir bon ».

Et la discipline est vraiment nécessaire pour combattre en tant que soldat dans cette guerre. La guerre classique connaissait de temps en temps au moins une « permission au front », de même qu'au moins une partie de la population n'avait pas besoin de partir à la guerre, la guerre virale moderne en revanche recrute l'ensemble de la population et connaît tout au plus un « assouplissement des mesures » et même dans ce cas, l'observateur attentif se demande comment il se fait qu'une situation de mesures toujours plus sévères (le confinement et les restrictions de contact sont en fait restés tout le temps et ont encore été complétés récemment par des couvre-feux) puisse toujours être vendue comme « assouplissement ».

Et ceux qui affirment sincèrement ne pas avoir remarqué la rhétorique guerrière jusqu'à présent et qui pensent donc qu'il ne s'agit pas du tout d'une guerre, pourraient peut-être m'expliquer comment il se fait que Rheinmetall et d'autres entreprises d'armement produisent justement des masques de protection Corona.

Mais ce n'est pas seulement à la rhétorique de la guerre, pour ainsi dire pour la bonne cause (quelle qu'elle soit), que nous avons affaire ici. Pour ceux à qui cela aurait échappé, je rappelle volontiers que nous nous trouvons dans un état d'urgence global. Un état d'exception qui n'a pas seulement fermé les frontières nationales existantes, mais qui a également mis en place de tout nouveaux régimes frontaliers. Qu'il s'agisse d'une prison globale à ciel ouvert (le terme « à ciel ouvert » ayant entre-temps été démasqué comme étant trop optimiste) ou du « camp comme nomos de la modernité » établi par un démocrate philosophe, qui ne semble plus du tout être particulièrement philosophique aujourd'hui, la réalité actuelle compte un peu des deux. Même si la prison de la quarantaine ne connaît plus (la plupart du temps) de barreaux aux fenêtres et de clôtures en fil de fer barbelé, mais recourt ici et là à des instruments d'enfermement plus modernes avec des bracelets électroniques qu'elle teste ailleurs, dans le cadre d'une gigantesque expérience, la forme encore plus moderne de l'auto-enfermement, le camp de la zone à risque. Souvent, il y a bien sûr des exceptions, elle n'a pas de limites trop strictes, pas de clôture et, à ma connaissance, les fugitifs n'ont pas été abattus par les gardiens, du moins en Allemagne - les incidents dans les pays voisins directs et ailleurs dans le monde laissent bien sûr entrevoir la même chose ici aussi -, le masque Corona doit avoir sérieusement obscurci les sens pour que l'on rejette encore ces analyses. A cela s'ajoute une multitude de nouveaux papiers, du laissez-passer sous

forme d'un test de Coronation négatif et d'une attestation de l'employeur jusqu'au document d'identité international d'un carnet de vaccination électronique. C'est ce que la propagande de guerre appelle parfois de manière peu critique le *green pass*.

Mais alors qu'à toutes les nouvelles frontières, on ne tire pas trop souvent, du moins pour le moment, que les passages de frontières sont parfois tolérés selon les personnes et les situations et que les porcs de flics restent métaphoriquement à une distance de 1,5 mètre, la situation aux frontières des États nationaux, et tout particulièrement aux frontières extérieures de l'Europe, s'est encore dramatiquement aggravée. La situation dans les camps encore plus réels au large de la terre ferme, qui ne manquent ni de barbelés ni de gardes tirant à balles réelles, ne cesse de s'aggraver. Et l'aide de la gauche, qui n'est de toute façon qu'humaniste... elle est confinée. Le plus souvent par conviction. L'année dernière, lorsque les images de la Moria en feu ont fait naître une lueur d'espoir, la gauche a réclamé un nouveau camp plus hygiénique. Mais quel est le rapport avec la guerre ? Malheureusement beaucoup de choses, puisque cela prouve que pour la première fois dans l'histoire, il existe en Allemagne une armée spécifiquement de gauche. Ceux qui refusaient autrefois de « servir dans les armes » et préféraient, dans le doute, effectuer un « service civil », ont été recrutés suivant leur métier d'origine : dans les hôpitaux et les maisons de retraite, là où l'on préférait déjà essayer les fesses des patients plutôt que de se faire remettre une arme et de désertier. Et par conséquent, ce n'est pas avec le fusil d'assaut que l'avant-garde du Corona se rend aujourd'hui au combat, mais avec la seringue - qui ne semble encore inoffensive que pour les plus grands idiots. L'outil préféré de « l'ange de la mort », a-t-on presque envie de dire.

Qu'est-ce que cela signifie pour une conception anarchiste de la guerre ? Une chose est sûre : les formes moins modernes de la guerre n'ont pas disparu avec cette guerre moderne, pas plus que la guerre contre le terrorisme n'a rendu obsolètes les États et les guerres civiles traditionnelles. La guerre virale, même si sa propagande guerrière doit sauter aux yeux, n'est pas perçue par beaucoup comme une guerre. Dans la tradition de la lutte contre le terrorisme, de la « mission de paix » des casques bleus et de la « valeur diplomatique » de la bombe atomique, la guerre virale promet également la paix ou, pire encore, la santé. Et elle semble même perfectionner ce récit par ce biais. La logique militariste de la discipline imposée actuellement à

toute vie sociale, la réglementation irrationnelle et arbitraire de toutes les relations sociales en dehors des relations déjà institutionnalisées depuis des lustres de la famille, servent à recruter une armée de moralisateur.ice.s et de dénonciateur.ice.s qui devront dorénavant discipliner et poursuivre les délinquants plus efficacement que n'importe quelle police.

La guerre moderne ne se fait donc plus par les armes que dans les périphéries, elle n'expose plus à la violence destructrice des armées que les « insoumis », les « terroristes », les « criminels », etc. et préfère, même pour ces derniers, les arrêter, les présenter à un tribunal et les faire enfermer en prison - ou dans un camp. Mais entre-temps, elle fait de moins en moins la distinction entre les territoires en paix et les territoires en guerre. Est-ce la police qui s'approprie de plus en plus les stratégies de l'armée ou est-ce plutôt l'armée qui poursuit une logique policière même dans les territoires en guerre ? Je pense que cette question révèle déjà une énorme erreur : la police et l'armée sont en réalité une seule et même chose ; elles l'ont peut-être toujours été. La propagande de l'État de droit moderne peut bien sûr en donner une autre image, mais de même que certains ont toujours considéré la guerre comme la continuation de la politique par d'autres moyens, et que d'autres encore sont arrivés à la conclusion qu'à l'inverse, la politique devait être la continuation de la guerre par d'autres moyens, la police ne se distingue également de l'armée que par les moyens utilisés, et même dans ce cas, le développement de technologies de guerre modernes et un armement militaire plus récent de la police ont de plus en plus effacé ces différences.

## **DES FAUX ALLIÉS DANS LA LUTTE CONTRE LE MILITARISME**

*« Nul besoin de remonter jusqu'au Manifeste des Seize, où de célèbres anarchistes ont appelé à rallier un des deux camps en présence, celui de la tradition et du potentiel révolutionnaire français contre l'absolutisme du Kaiser allemand, pour trouver des exemples où des anarchistes perdent complètement le nord face à la guerre et aux intérêts qui s'y jouent. La plupart des discours « antifascistes » d'aujourd'hui reproduisent ainsi à une échelle miniature les mêmes erreurs qu'alors, à l'image de ce que « l'anti-impérialisme » très en vogue dans les années 70 avait également largement répandu : démocrates vs fascistes dans un cas, Etats du tiers-monde vs Etat occidental dans l'autre. Récem-*

*ment, contre le « fascisme » des djihadistes en Syrie, le soutien a même pu aller jusqu'à l'acceptation dans son propre camp de la force aérienne des États-Unis, une position déjà présente lors de la guerre qui a déchiré l'ex-Yougoslavie dans les années 90. De la même façon, pour mettre un frein aux atrocités commises lors de « guerres civiles » dans maints pays d'Afrique, beaucoup défendent en se pinçant le nez les interventions internationales (de préférence celles des casques bleus, qui provoquent moins de répulsion que, par exemple, la Légion Etrangère française ou une coalition de l'OTAN. Aujourd'hui, on dirait presque que le fait que les armées occidentales aient recours pour effectuer leur sale besogne à des recrues volontaires plutôt qu'à une conscription de masse, soit le seul facteur qui nous épargne de voir des libertaires rejoindre les rangs de l'armée pour combattre des « méchants » qui seraient plus contre-révolutionnaires que les partisans de la démocratie marchande. »*

*Extrait de Rompre les rangs. Contre la guerre, contre la paix, pour la révolution sociale.*

On pourrait penser qu'il n'est pas nécessaire de préciser qu'un État ne peut jamais être un allié dans la lutte contre le militarisme. Pourtant, les prises de position passées et récentes des antimilitaristes semblent nécessiter une telle clarification. Et quand je dis État dans ce contexte, je pense aussi à toute tentative militariste visant à créer un État ou à assumer d'autres tâches étatiques. Ce qui semble pour le moins illogique dans une perspective antimilitariste, telle que je la comprends, n'est en revanche pas du tout compatible avec une perspective anarchiste. Ce que l'on pouvait déjà observer auparavant dans les mouvements de solidarité avec le régime bolchevique, le Fatah et le Hamas ou dans le mouvement de solidarité avec Cuba, s'exprime ces jours-ci par exemple chez ceux qui brandissent littéralement les drapeaux des YPG et YPJ. Ce sont de braves anarchistes et antimilitaristes qui promènent les bannières des formations militaires, qui procèdent à des arrestations, gèrent des prisons et des camps et exigent de leurs mercenaires la discipline militariste de tuer sur ordre.

Mais constater qu'il en est ainsi est moins intéressant que la question du pourquoi, qui elle est bien plus passionnante. Comment se fait-il que des organisations ouvertement militaristes et autoritaires soient finalement défendues par leurs véritables adversaires comme un « moindre mal » - ce qui est encore le point de vue le plus honnête - ou même comme une

« nécessité » dans la guerre contre le militarisme impérialiste ? Le fait que l'antimilitarisme serve ici de stratégie de mobilisation pour le militarisme peut sembler une ironie cruelle, mais je suppose que l'on voit ici plutôt les récupérations de l'antimilitarisme qui tentent de réinterpréter l'absence de guerre, l'ordre de la paix sociale et le contrôle répressif de toute tendance perturbant cet ordre comme l'objectif de tout antimilitarisme. Cela peut être l'objectif d'un antimilitarisme humaniste, communiste ou démocratique, mais cela me semble totalement insuffisant comme objectif d'un antimilitarisme anarchiste. Ce que je trouve passionnant dans l'exemple actuel de la solidarité avec le Rojava, qui est également reprise parmi les anarchistes, si ce n'est sans critique, du moins sans commentaire, c'est la manière dont est reproduite une certaine manière d'argumenter qui, à l'inverse, est critiquée à juste titre dans le cas d'une légitimation étatique, capitaliste ou nationaliste du militarisme et de la propagande en faveur de celui-ci. Il s'agit du récit d'une défense nationale - même si ce motif national est peut-être dissimulé et se cache en partie derrière des termes plus attrayants sur le plan identitaire comme « révolution des femmes » (oui, l'objectif de 40% de femmes aux postes et la présentation ciblée de militaires féminins par la propagande semblent déjà suffire aujourd'hui) ou « révolution écologique » - contre un ennemi en marche. Un récit qui exige des « solutions » immédiates, qui ont la priorité absolue et auxquelles tout le reste doit être subordonné. Ce récit ne sert pas seulement à légitimer une milice, il doit également justifier tout le reste, qui est peut-être promu différemment par la propagande de la nouvelle administration, mais qui se présente en pratique de manière autoritaire. « Pas encore eu le temps de s'en occuper ». C'est exactement la propagande dont se servent également les Etats établis lorsqu'ils appellent les travailleurs en état de guerre à un renoncement personnel en faveur des intérêts de la nation et qu'ils présentent en même temps les opérations militaires à l'intérieur et à l'extérieur du pays comme urgentes, sans alternative, ainsi que comme condition de base pour un traitement des problèmes à venir.

Il peut paraître surprenant qu'un mouvement antimilitariste ne reconnaisse pas ce récit comme un moyen stylistique classique de la propagande de guerre et on pourrait certainement écrire des pages et des pages de réflexions sur les raisons pour lesquelles cela n'est peut-être pas si surprenant. Mais je veux plutôt revenir au sujet principal de ce texte : A quoi pourrait ressembler une perspective insurrectionnelle qui ne s'attaque pas seulement au militarisme du régime turc, de l'OTAN et de l'EI, mais qui

s'oppose également au militarisme des YPG et des YPJ et de leurs partis sociaux-démocrates à léninistes, du PYD et du PKK, ainsi que contre toute domination, y compris celle de ce que l'on appelle le confédéralisme démocratique et qui, de toute façon, ne peut être considéré comme anarchiste au sens du terme que dans l'esprit d'un trotskiste qui s'est déclaré anarchiste sans plus attendre ?

## **HORIZONS POUR UNE PRATIQUE ANTIMILITARISTE DE L'ATTAQUE**

### ***(i) La production de guerre***

Les campagnes antimilitaristes récentes, qui agissaient dans la paix civile de ce que l'on appelle parfois la « forteresse Europe », ont fait de la production d'armes, de munitions et d'autres équipements de guerre un champ d'intervention. Si le ravitaillement issu de cette production n'atteignait plus les lignes de front de la guerre, qui se trouvent ailleurs dans le monde, la guerre s'arrêterait également. Et en effet, sans une chaîne ininterrompue de ravitaillement, les guerres passées et présentes auraient été impossibles à poursuivre. Voilà en tout cas la théorie de l'ensemble.

D'un point de vue pratique, cependant, ces interventions doivent toute-fois être considérées jusqu'à présent comme un échec. Les blocages devant les sites de production de l'industrie de l'armement, souvent annoncés longtemps à l'avance et donc planifiables dans les plans de production de ces entreprises, ne duraient souvent que quelques heures et il n'était pas rare qu'ils se dissolvent d'eux-mêmes au bout d'un certain temps, lorsque les participants au blocage ressentaient la faim ou voulaient retrouver le confort de leur campement de nuit ou devaient penser au voyage de retour pour reprendre leur travail le lendemain. Je ne veux absolument pas minimiser le fait que de tels efforts collectifs de protestation n'ont pas leur propre valeur, mais ceux qui pensent qu'en participant à un blocus aussi prévisible, calculable et hautement symbolique, ils contribuent effectivement à bloquer la production de guerre dans une mesure telle que cela aurait un quelconque effet sur la conduite de la guerre dans les zones de guerre, ceux-là se mentent tout simplement à eux-mêmes. Mais il n'y a pas eu que cette forme de blocages massifs : des sabotages de voies ferrées, des incendies criminels de véhicules de sociétés d'armement et de leurs fournisseurs, ainsi que de véhicules d'entreprises de logistique qui expédiaient

leur matériel de guerre, etc., ainsi qu'une série peut-être encore plus importante d'attaques à la peinture contre les sièges de ces entreprises, ont offert et offrent encore aujourd'hui une perspective militante d'intervention dans la production de guerre.

Mais encore : cela m'aurait étonné que les livraisons d'approvisionnement sur les fronts des guerres aient été interrompues. L'interruption de la production était trop minime, le sabotage de la logistique trop insignifiant. Rien qui n'aurait pu être rattrapé par une équipe de nuit supplémentaire. Et les dommages financiers ? Eh bien, disons que les directions des entreprises concernées font des calculs d'une autre ampleur.

Il n'est nullement dans mon intention de minimiser ces tentatives d'intervention, de décourager les gens d'attaquer même lorsque l'ennemi semble surpuissant et que leur marge de manœuvre semble trop petite en comparaison, que leur résistance semble trop insignifiante. Tout cela n'est pas pour moi une raison de renoncer à l'attaque. Je pense plutôt qu'il vaut la peine de reconsidérer de temps en temps les stratégies établies et, le cas échéant, de les soumettre à une révision s'il s'avère que nos propres actions sont largement inefficaces ou deviennent calculables.

La production high-tech actuelle - et la production de matériel de guerre entre définitivement dans cette catégorie - est en soi une affaire extrêmement instable. Elle dépend de nombreuses ressources coûteuses et difficiles à obtenir - ironiquement, les ressources dont la sécurisation est au cœur de certaines guerres - et se compose d'une longue chaîne de production de produits intermédiaires et de leur logistique vers les sites de production où le produit final, qu'il s'agisse d'un char, d'un avion militaire, d'un drone, d'un lance-missiles ou autre, est assemblé à partir de milliers ou de millions de pièces. Souvent, les entreprises de production elles-mêmes ne comprennent pas complètement qui sont les fournisseurs de leurs fournisseurs et encore moins qui fournit leurs fournisseurs. Cela vaut également pour les fabricants de chars, d'avions, de drones et autres, même si, dans l'industrie de l'armement plus que partout ailleurs, on s'efforce de comprendre ces chaînes de production et, dans la mesure où elles sont indispensables au processus de production, de les sécuriser en conséquence. Dans l'histoire de la production de biens high-tech - et aussi dans l'industrie de l'armement - il est parfois arrivé que les ateliers de production restent immobiles pendant des jours parce qu'un certain écrou, qui ne pouvait pas

être acheté facilement dans un magasin de bricolage, n'avait pas été livré ou parce qu'un fournisseur avait fait faillite et qu'il a fallu trouver un remplaçant pour le composant qu'il avait livré. Et il y a quelques années, lorsque les prix des terres rares sur le marché mondial ont explosé parce que la Chine a réduit ses exportations, les fournisseurs de l'industrie automobile - et ce qui est nécessaire pour les voitures, l'est aussi souvent sous une forme ou une autre pour les véhicules blindés - ont connu de graves problèmes de livraison.

Mais je ne veux pas être trop concret ici. Quoi qu'il en soit, il me semble intéressant de constater qu'au-delà des sites de production directs de l'industrie de l'armement, souvent surveillés par la technologie militaire et situés dans des zones généralement peu sympathiques, la périphérie industrielle négligée de ce secteur peut parfois sommeiller dans de petits villages reculés, parfois à la périphérie de zones industrielles bien plus sympathiques des grandes villes, et offrir un grand potentiel d'inventivité antimilitariste.

De la même manière, il serait peut-être possible d'apporter des améliorations stratégiques dans le domaine de la logistique. Le fait que les sites de production des entreprises d'armement soient souvent reliés au réseau ferroviaire pour le transport des marchandises et les noms des entreprises de logistique des camions qui passent par les portes de l'usine pourraient révéler des points de départ, même si je pense que le gain qualitatif pour une pratique antimilitariste de l'attaque pourrait surtout consister à repérer et à bloquer/détruire les chargements réels à destination et en provenance de l'industrie de l'armement, si ce n'est à attaquer et à saboter l'ensemble du système logistique par lequel ces marchandises sont expédiées, chargées, transportées par train ou par camion, plutôt que de se limiter aux attaques contre ces entreprises de logistique, qui dans ce cas sont plutôt symbolique. De telles attaques, tout en causant certainement financièrement des dommages, sont peu susceptibles d'avoir beaucoup d'un impact effectif sur le bon fonctionnement de la production de guerre.

Il convient de noter que, par le passé, divers projets insurrectionnels ont été couronnés de succès lorsqu'ils ont identifié des points faibles dans les chaînes de production et d'approvisionnement et qu'ils ont concentré leurs attaques sur ces points.

## *(ii) L'infrastructure de la guerre*

Les armées ont toujours craint les forêts, les montagnes et les régions sauvages, c'est-à-dire les environnements dans lesquels leur civilisation n'a jusqu'à présent que peu ou pas du tout pénétré et où elles manquent de l'infrastructure nécessaire, ainsi que souvent de connaissances géographiques et d'expérience, pour contrôler efficacement leur environnement. Il n'est donc pas étonnant que toutes les divisions spéciales de l'armée envoient leurs « soldats d'élite » dans des expéditions à travers la nature sauvage - appelées « marches de la mort » en dehors de toute formation militaire - et les entraînent, contrairement à la logique militariste habituelle, à agir d'une certaine manière de manière autonome, à prendre leurs propres décisions et à combattre indépendamment des mouvements des autres unités de leurs armées. Ces détachements spéciaux sont l'instrument militaire permettant de pénétrer dans des zones dépourvues de l'infrastructure minimale nécessaire à l'intervention militaire habituelle. Mais d'une certaine manière, ces unités sont des vestiges d'une époque révolue. La technologie de guerre moderne repose principalement sur les drones, les satellites, les vols de reconnaissance, la technologie de surveillance (infrarouge), etc. pour pouvoir pénétrer à tout moment dans les régions les plus reculées du monde. Et dans les rares cas où, par le passé, la nature sauvage s'est révélée trop impénétrable, on a su s'en sortir avec des poisons végétaux, du napalm et d'autres armes biochimiques. Les légions romaines défrichaient les forêts pour créer un champ de bataille approprié pour leurs troupes, l'armée américaine pulvérisait le poison écologique « Agent Orange » pour attirer ses ennemis hors de leur abri. Il ne s'agit bien sûr que de deux des exemples les plus populaires montrant à quel point le contrôle total de leur environnement a joué un rôle important pour les militaires, hier comme aujourd'hui. Même si la destruction stratégique de l'environnement joue encore aujourd'hui un rôle important dans tel ou tel conflit militaire, on peut affirmer que la technologie de guerre cherche au moins des moyens d'éviter des destructions environnementales d'une telle ampleur (dans le cadre de son utilisation locale, car la production de matières premières pour l'équipement militaire détruit bien sûr à elle seule l'environnement à une échelle gigantesque) et de pénétrer à la place dans chaque « angle mort » à l'aide de la haute technologie.

Les technologies militaires ne sont pas les seules à jouer un rôle dans ce contexte, puisqu'elles doivent permettre d'accéder à des « terres enne-

mies » inconnues pendant ou avant une intervention militaire. En effet, là où les guerres sont dirigées contre des groupes de population isolés dans une région par ailleurs exploitée, qu'il s'agisse de populations indigènes, de rebelles, d'envahisseurs, de ce que l'on désigne aujourd'hui par le terme de terroristes, ou tout simplement de populations appauvries qui ne sont pas prêtes à accepter la construction d'une mine, d'une usine, d'une route, etc. ce sont plutôt les technologies « civiles » qui ouvrent la voie aux armées et/ou à la police ou encore aux forces de sécurité privées. Tout ce qui contribue à rendre l'espace contrôlable peut bien entendu être utilisé à des fins militaires. Les routes et les voies ferrées permettent aux militaires de pénétrer rapidement dans tous les recoins accessibles, les ponts aident à franchir les obstacles naturels tels que les rivières, les gorges et les vallées, et les terres agricoles permettent non seulement de dominer de vastes zones depuis un seul point de vue, mais surtout de faciliter la progression hors des routes ; pour autant que l'on ait déjà pu le constater. En réalité, ce ne sont que les infrastructures les plus évidentes dont se servent les armées. Les ports permettent le débarquement rapide de matériel de guerre, tout comme les aéroports peuvent être utilisés à des fins militaires, mais aussi divers tronçons d'autoroutes rectilignes qui servent de pistes de décollage et d'atterrissage pour les avions de combat et sont en partie conçus comme tels.

Outre une telle infrastructure logistique, une armée moderne a également besoin d'une infrastructure de communication stable et fiable. Les communications par satellite utilisées à des fins militaires, dont les stations terrestres se trouvent sur des bases militaires dans le monde entier, et les réseaux radio ad hoc mis en place par l'armée pour permettre aux différentes unités de communiquer entre elles et avec leur état-major de commandement sont également à mentionner, tout comme les réseaux radio des autorités et les réseaux de téléphonie mobile déjà établis et couverts par diverses antennes-relais, qui peuvent bien entendu être utilisés à des fins militaires (la radio des autorités permet déjà à la police d'envoyer des renforts par radio de presque partout). Les drones et toute autre forme de véhicule sans pilote ont notamment besoin de ces réseaux radio pour transmettre des informations et recevoir des ordres. Le réseau de fibres optiques, principalement utilisé pour Internet, peut également être utilisé pour la communication militaire, et un réseau électrique opérationnel, capable de fournir une quantité d'énergie presque illimitée quasiment partout, facilite toute opération militaire. Il ne faut pas non plus négliger

l'éclairage des villes, qui permet de voir à des centaines de mètres dans les rues, les parcs, les arrière-cours, etc. et d'observer de près presque tous les coins sombres. Et la vidéosurveillance, qui prend également de l'ampleur, permet déjà de mettre en place un réseau de contrôle policier de plus en plus serré.

Nous vivons dans un monde mesuré et cartographié qui, tant que son infrastructure est intacte, est plus facile à contrôler militairement qu'il n'y paraît, si l'on se réfère aux rapports sur les guérillas difficiles à contrôler militairement dans d'autres parties du monde. Mais pour cela, il est nécessaire d'apprendre à se déplacer dans ce monde hors des sentiers battus, une compétence qui ne s'acquiert pas du jour au lendemain, tout comme il est nécessaire de repérer les points névralgiques qui provoquent l'effondrement des infrastructures critiques. Et il ne suffit peut-être pas de les connaître, même en détail, comme l'affirme le texte « *Fahrtenbuch* » (Rompre les rangs), il faut aussi savoir spécifiquement comment les saboter avec succès, de la fabrication des « moyens d'exploitation » nécessaires à leur utilisation professionnelle ou non.

Je pense que cet aspect du savoir est souvent sous-estimé dans les pays qui ne sont pas en guerre ouverte contre leur propre population. Ce savoir est d'autant plus important dans le scénario d'une insurrection, que nous attendons tous avec impatience, mais à laquelle nous nous préparons également. Dans une telle situation, savoir comment mettre hors d'état de nuire l'infrastructure de la guerre pourrait s'avérer décisif.

### ***(iii) La propagande de guerre***

Dans l'époque actuelle, la propagande est d'une importance décisive pour le fonctionnement du militarisme, et en particulier pour la mobilisation non seulement des soldats en guerre, mais aussi des parties de la population qui soutiennent toujours une guerre. La propagande de guerre virale à laquelle nous assistons depuis plus d'un an est peut-être comparable à la propagande de guerre mondiale. Depuis longtemps, tous les médias, des journaux aux médias dits sociaux en passant par la radio et la télévision, ont été mis au pas d'une manière que je n'aurais personnellement pas cru possible auparavant. Et tous y participent, du quotidien économiquement libéral au mensuel de gauche, de la radio d'État aux géants de la technologie comme Google et Facebook, qui font la promotion de la vision étatique de

la pandémie sur leurs plates-formes Internet et ou bien dévaluent les voix critiques par algorithme et les cachent, ou bien les censurent ouvertement. Qui aurait cru que les entreprises qui avaient autrefois prétendu (à tort, bien sûr) avoir rendu possible le printemps arabe, proposeraient si volontiers leurs services maintenant que ce sont les Etats occidentaux qui font avancer la censure (d'Internet). Ah oui, c'était à prévoir.

L'ensemble des technologies de communication, du journal à la radio en passant par le réseau internet, a toujours été le moyen de choix de l'endocritinisme propagandiste. Comment atteindre les masses autrement ? La diversité des médias, tant revendiquée aujourd'hui, n'existe pas plus qu'Internet n'est un instrument de la liberté d'expression. En temps de guerre, toutes ces technologies se révèlent plus que jamais des outils de propagande.

Même s'il y aurait certainement beaucoup à dire sur les stratégies utilisées par les dominants pour non seulement susciter la peur nécessaire du virus chez une grande partie de la population, mais aussi pour la convaincre de la nécessité de la guerre virale qui fait rage depuis longtemps, cette analyse serait en fin de compte inutile et n'apporterait peut-être quelque chose qu'aux dominants, qui pourraient ainsi affiner leurs mécanismes. Avec le recul nécessaire, je pense qu'il faut en conclure que c'est la simple existence des médias de masse qui permet cette propagande de guerre et que, par conséquent, une lutte efficace contre celle-ci ne peut que se résumer à la destruction de ces médias de masse.

*Zundlumpen, n° 83, mai 2021*



## **La guerre commence ici : paralysons son infrastructure, là où nous le pouvons**

**I**l est difficile d'évaluer la situation actuelle en Ukraine d'un point de vue politique. Le tout ne relève-t-il que du traditionnel concours de bistouquettes de quelques militaires et politiques mégalomaniques et va-t-en-guerre, ou la guerre va-t-elle effectivement advenir ? Ce texte [sorti deux semaines avant le début de l'invasion russe] laisse ces questions de côté pour plutôt se consacrer à celles qui, dans notre perspective, font plus sens : comment est-il possible de saboter un conflit militaire, une guerre, une éventuelle guerre de l'OTAN ? De par sa nature, ce texte ne peut tout au plus donner que quelques pistes et notre intention n'est absolument pas de présenter des solutions toutes faites, mais juste de poser quelques idées sur la table.

Nous publions ce texte sur internet, parce que nous voulons partager ces réflexions avec le plus grand nombre possible de compagnon-ne-s, avec lesquels il nous serait impossible de rentrer personnellement en contact pour discuter de ces questions. Nous pensons cependant que tout approfondissement (stratégique) de ce débat ne devrait pas avoir lieu sur internet, avant tout parce que cela sert à la répression et que cela n'aurait presque aucun avantage pour celles et ceux qui sont de toute façon déterminé-e-s à employer leur énergie créatrice pour mener plus loin quelques-unes des idées esquissées ici.

Pour certain-e-s, les informations présentées ici ne seront pas une nouveauté. En fin de compte, la majeure partie de tout cela est clair et bien connu. Nous pensons pourtant qu'il vaut la peine de se rappeler quelques détails de la logistique militaire qui, dans les débats autour de guerres lointaines, sont peut-être un peu passés à l'arrière-plan.

Ah oui, pour anticiper : attaquer l'infrastructure de la guerre ne signifie en aucun cas choisir un camp pour le faire, en l'occurrence celui de la Russie. Quiconque n'ayant pas succombé complètement à l'abrutissement sait que la guerre touche toujours la population et presque jamais les puissants qui la déclenchent. En tant qu'antimilitaristes, nous sommes contre toute guerre et contre tous les acteurs qui veulent la provoquer, et en tant qu'an-

ti-autoritaires nous aspirons à rien de moins qu'à la destruction totale de tous les États !

Il y a quelques mois, nous avons lu avec intérêt le texte « *Fragments pour une lutte insurrectionnelle contre le militarisme et le monde qui en a besoin* » dans le n°83 de Zündlumpen . Sous le sous-titre « (ii) *L'infrastructure de la guerre* » quelques points bien connus y sont soulevés, par exemple qu'une avancée militaire se sert de routes, de voies ferrées , de ponts etc., de même que les cartographies du territoire ainsi que les infrastructures de communication (y compris civiles) sont d'une grande aide pour l'armée. À notre avis, ce point néglige un peu la logistique des lignes de ravitaillement. Certes, le sabotage de la production d'armement est posé avec ardeur, mais la matière première principale de la guerre reste plus ou moins de côté : le pétrole, et plus largement l'énergie en général. Précisément au début d'une guerre le besoin en énergie nécessaire au transport de troupes est gigantesque, mais au fond tout au long de la guerre du combustible doit être acheminé des lieux de stockage et/ou raffineries jusqu'au front où il est utilisé pour faire marcher les moteurs de la machine de guerre. Et justement quand une guerre ne se déroule pas directement sur le territoire où l'on vit, mais que la logistique d'approvisionnement en énergie des troupes passe par ce territoire, cela pourrait valoir la peine de s'occuper de plus près de cette infrastructure.

Alors qu'en ce moment, selon les informations des médias ainsi que diverses observations de la population, des troupes sont mises en état d'alerte partout en Europe et que le matériel de guerre est déjà transféré de manière plus ou moins diligente à des endroits stratégiquement favorables, on peut naturellement partir du principe que le transport de réserves de pétrole dans ces régions tourne aussi à plein régime. Il ne semble donc pas y avoir de raison d'attendre un possible déclenchement de la guerre, au contraire toutes les réflexions qui suivent pourraient avoir un effet très tangible dès maintenant, en amont d'un éventuel affrontement militaire. Et justement dans ce moment, le transport de matériel de guerre peut bien-sûr aussi être saboté d'une manière ou d'une autre.

## **Le système de pipelines de l'OTAN**

Pour approvisionner ses troupes à l'intérieur de différents pays européens

faisant partie de l'alliance, l'OTAN exploite un système de pipelines composé de 10 réseaux de pipelines. En gros celui-ci relie des ports utilisés/utilisables militairement avec divers dépôts de pétrole (terminaux de stockage) (en partie secrets, en partie civils) dans toute l'Europe, ainsi qu'avec des gares de transbordement, des aéroports (civils et militaires) et certaines garnisons militaires. En Allemagne deux de ces réseaux de pipelines sont particulièrement importants : le Central Europe Pipeline System (CEPS), qui passe par des parties de la Belgique, de la France de l'Allemagne, des Pays-Bas et du Luxembourg et, sur un trajet de 5300 kilomètres, relie entre eux 29 dépôts de l'OTAN, six dépôts non-militaires, des aéroports militaires et civils, des raffineries et des ports maritimes dans la région de la mer du Nord et le North European Pipeline System (NEPS), qui relie en gros Frederikshavn au Danemark à la frontière allemande.

Dans la moitié des années 80 plusieurs groupes des Cellules Révolutionnaires, de la RAF et d'autres ont d'ailleurs réalisé différentes attaques explosives principalement contre des stations de pompage du CEPS.

Le CEPS est surtout à usage civil, mais en cas d'opération militaire les capacités exigées sont garanties à l'armée. Différent-e-s acteur-e-s civil-e-s permettent pourtant d'avoir une meilleure vue des infrastructures. Selon l'état de la situation en 2018, les installations suivantes du CEPS étaient encore en fonctionnement sur le territoire de la RFA :

- 14 terminaux de stockage
- 22 pompes à haute pression
- 1765 kilomètres de canalisations souterraines, dont le trajet peut être recherché/estimé à partir des points de mesure terrestres, ainsi que les stations de pompage et les puits à vanne correspondants
- 11 camions-citernes-installations de remplissage
- 2 wagons-citernes-installations de remplissage

## **Réseaux de voies ferrées**

Certains lieux de stockage ne sont pas accessibles par pipelines ou doivent tout au moins avoir un accès supplémentaire par le rail. En général les réseaux de voie ferrée européens offrent une bonne infrastructure aux forces militaires de l'Otan pour acheminer rapidement et efficacement de grandes

quantités de combustible et/ou de matériel de guerre. Mais tout cela peut aussi être facilement paralysé. Que ce soit par des blocages des voies, de petits sabotages discrets et juste passagers, comme cela a été fait et proposé récemment au Canada, ou en détruisant violemment les voies, en interrompant l'alimentation en électricité (même s'il y a aussi des locomotives diesel) et en détruisant des infrastructures de signalisation.

En réalité, les voies ferrées sont indiquées sur toutes les cartes disponibles. En l'occurrence, les lignes principales très fréquentées ne sont potentiellement pas les seules à être particulièrement intéressantes, il s'agit surtout des lignes qui se dirigent vers les dépôts de carburant, ainsi que de celles qui traversent les frontières du pays en direction de l'Ukraine, mais aussi des liaisons à des ports et/ou des camions-citernes-installations de remplissage, où le transport peut passer du rail aux routes.

D'autres indications sont aussi fournies par la brochure TRAINSTOPPING.

## **Routes et ports**

Les routes et les ports peuvent bien-sûr aussi être bloqués. Mais il serait éventuellement précieux de dénicher auparavant très concrètement quand et où cela bloquerait les livraisons de ravitaillement militaires, car cette sorte de blocages ne durent en général pas longtemps. Pour celles et ceux qui préfèrent pratiquer la désobéissance civile plutôt que d'attaquer sous la protection de l'obscurité, cela pourrait être un point de départ intéressant.

*L'éventuelle guerre en Ukraine commence ici et maintenant.  
Stoppons la ensemble ici et maintenant !*

Publié en allemand sur le site [zuendlappen.noblogs.org](http://zuendlappen.noblogs.org), 9 février 2022.  
Traduit en français sur le site [sansnom.noblogs.org](http://sansnom.noblogs.org)





# ***Le réseau de transport trans-européen (TEN-V), la logistique et la disponibilité militaires au vu de l'exemple du corridor ScanMed et de ses projets partiels actuels***

## **Avant-propos des auteur-e-s**

Nous nous trouvons au début d'un siècle de guerres entre des blocs de pouvoir transnationaux, entre des états nationaux existants ou émergents, des guerres contre des populations en fuite et réfractaires. Des guerres pour des ressources stratégiques, pour la nourriture et l'eau, des guerres pour des constellations de pouvoir géostratégiques et des revendications territoriale. Cependant, quels que puissent être les motifs des guerres actuelles et à venir, nous refusons résolument d'y rejoindre un camp quelconque, puisque toute guerre se dirige uniquement contre les exploité-e-s et les opprimé-e-s de ce monde et ne sert qu'aux puissant-e-s pour accroître leur richesse et leur domination sur la vie. Il ne peut pourtant pas s'en suivre que nous restions à regarder les bras croisés comment les dominant-e-s préparent le carnage, commettent des génocides et des massacres, sèment la dévastation et la misère sur les êtres humains et le vivant même. S'il est aussi clair que nous ne dirigerons jamais les armes les un-e-s contre les autres sur ordre des MAÎTRES, rien au monde ne nous empêchera pourtant de combattre avec nos propres armes ce qui rend simplement la guerre possible, la propagande nationaliste, le processus militaro-industriel du génocide en cours, ainsi que, et ça n'est pas la moindre des choses, l'infrastructure de guerre en tant que telle. Et c'est justement cette infrastructure de guerre, ou ce qu'on appelle aujourd'hui l'infrastructure moderne „à double usage“ d'exploitation „pacifique“ de l'humain et de la nature d'une part, et de destruction militaire de l'autre, que nous voulons avoir en ligne de mire dans cette contribution à partir de l'exemple du dit corridor *Scan-Med* (corridor Scandinavie-Méditerranée), qui est l'un des principaux axes d'infrastructure de transport de l'Union européenne, avec quelques-uns de ses projets partiels actuellement en extension ou en modernisation.

Ce faisant, nous ne voulons pas montrer une fois de plus que la lutte contre

la guerre comprend aussi la lutte contre l'exploitation et la destruction „pacifiques“, celles bien huilées, et donc contre le projet industriel et colonial, mais nous voulons plutôt apporter ici une petite contribution en mettant en évidence des cibles concrètes dans ce combat, et ainsi encourager chacun-e à élaborer ses propres analyses du complexe militaro-industriel, de ses matières premières et de sa logistique, en ayant rien de moins en tête que son sabotage efficace. En effet, une telle analyse nous manque d'autant plus cruellement que nous pensons que notre capacité à combattre la domination (et ses guerres) dépend inévitablement de notre connaissance de ses infrastructures, de notre compréhension de ses mécanismes de fonctionnement, ainsi, et de manière non négligeable, que du fait de posséder les compétences nécessaires et une certaine routine dans leur utilisation pour l'attaquer aux points faibles que nous aurons déterminés.

### ***Le réseau de transport trans-européen (TEN-V)***

Le réseau de transport trans-européen est un réseau de routes, de voies ferrées, de routes aériennes et maritimes prévu par l'*Union Européenne* pour permettre entre pays membres le transport rapide et sans obstacle de marchandises, de matières premières, en partie aussi de sources (d'énergie) et enfin, d'armement, d'approvisionnement et de troupes militaires par-delà les frontières de ses pays membres. Même si ça n'est souvent pas mentionné, c'est déterminant dans les documents stratégiques. Ce réseau consiste ainsi en un réseau principal, à nouveau étendu à l'ensemble du territoire de l'UE essentiellement à partir de neuf corridors principaux dits multimodaux. Ces corridors relient par exemple la zone de la mer du Nord à la zone méditerranéenne, la mer baltique à l'adriatique, les métropoles méditerranéennes sur l'axe est-ouest, ils passent le long du Rhin et du Danube ou de la côte atlantique. Ils sont multimodaux, ce qui signifie qu'ils sont composés au moins de voies routières et ferroviaires, et souvent en plus – ou du moins en partie – de voies navigables, qu'ils relient par voie terrestre des aéroports et des ports de haute mer, c'est-à-dire que si un type de transport venait à ne plus fonctionner ou à occasionner des retards, elle pourrait simplement et facilement être remplacée par un itinéraire parallèle circulant le long du même axe de transport. Cette redondance des itinéraires, cet aspect multimodal, ne relèvent pas du hasard et sont une condition nécessaire pour les axes de transport militaires servant au transport des troupes, de leur armement et de leur nourriture, tout comme

l'adaptation à des charges par essieu de plus de 22,5 tonnes sur plus de 94% du trajet, cette possibilité d'utilisation militaire a été pensée dès le début par l'UE et ses pays membres.

### ***Le corridor ScanMed***

Le corridor *ScanMed*, c'est-à-dire le corridor de transport qui relie les pays scandinaves à la Méditerranée, est le plus long corridor principal du réseau trans-européen et, partant de Oslo et d' Helsinki, il passe par Rostock – Berlin – Leipzig / Hambourg – Brême – Hanovre, Nuremberg – Munich – Innsbruck (col du Brenner) – Vérone – Bologne – Florence – Rome – Naples – Palerme, pour aller jusqu'à Malte. Il croise ainsi le corridor mer du nord-mer baltique à Brême, Hanovre, Berlin et Hambourg, le corridor Méditerrané à Vérone, et le corridor Rhin-Danube à Munich et Regensbourg. De plus il relie entre autres les ports de Hambourg, Göteborg, Brême, Rostock, les aéroports de Munich, Berlin, Leipzig, Hambourg aux voies de transport terrestres. Près de 1100 trains de marchandises quittent le port de Hambourg chaque semaine le long du corridor *ScanMed* vers l'intérieur du pays. Inversement, ce corridor relie la plupart des grands ou moyens ports méditerranéens d'Italie surtout avec l'Allemagne en passant par le col du Brenner. Il permet là d'économiser plusieurs jours dans le transport de marchandises en provenance ou à destination du dit Extrême-Orient, lorsque celles-ci peuvent être acheminées par voie terrestre au lieu d'emprunter la voie maritime en passant par le port de Hambourg. Grâce à la stratégie du « double-usage » dans le domaine des infrastructures, ce qui est valable pour des biens à destination „civile“ vaut aussi pour les biens et les troupes militaires. Ainsi le corridor *ScanMed* ne relie pas seulement les bases navales de l'armée allemande en mer du nord avec les ports méditerranéens d'Italie, il permet aussi d'équilibrer les transports de troupes et les déplacements de matériel par le biais de certains des axes Est-Ouest. Nous nous rappelons par exemple bien que les équipements militaires états-uniens, qui dans le cadre de l'exercice de l'OTAN „Defender 2020“ atterrissaient dans des ports comme celui de Palerme ou de Bremerhaven, empruntaient précisément ces routes pour rejoindre les différentes bases américaines principalement en Allemagne, d'où ils auraient ensuite dû partir en direction de la Pologne si l'exercice n'avait pas été interrompu. D'un point de vue militaire, il est aussi pratiquement impossible de renoncer au corridor *ScanMed* eu égard à l'industrie allemande de l'armement et de son approvisionnement en ma-

tières premières et en produits semi-finis, en „temps de paix“ comme en temps de guerre. L'industrie de l'armement justement en place dans la région métropolitaine Munich/Ingolstadt/Augsbourg, tout comme le triangle bavarois Burghausen/Burgkirchen/Trostberg/Waldkraiburg relevant de l'armement et également important pour l'approvisionnement pétrolier du Sud de l'Allemagne gèrent leur logistique principalement et „forcément“ (puisqu'il n'y a pratiquement pas d'alternative) le long de ce corridor.

### ***Goulots d'étranglement actuels et projets d'extension pour y remédier***

Les deux principaux goulots d'étranglement du corridor *ScanMed* se trouvent actuellement dans le col du Brenner et dans le détroit de Fehmarn et concernent particulièrement le transport ferroviaire. Dans le détroit de Fehmarn des véhicules automobiles et des trains circulent sur ce qu'on appelle la „Vogelfluglinie“, la connexion la plus directe entre les métropoles Copenhague et Hambourg, soit un trajet d'environ 19 kilomètres entre l'île allemande Fehmarn et l'île danoise Lolland, qui s'effectuait jusqu'à présent en ferry. Le tunnel de Fehmarn, devant accueillir des routes et un chemin de fer avec 4 voies de circulation, ainsi qu'une voie d'urgence et une de maintenance, doit être construit d'ici 2029, ce tronçon doit être prochainement modernisé et ainsi éliminer le goulot d'étranglement dû au service de ferry. Dans la foulée, le pont de Fehmarnsund, qui assure la liaison entre la terre ferme allemande et Fehmarn doit être remplacé par un autre tunnel sous la mer, le tunnel de Fehmarnsund, prévu pour la même date, pour pouvoir accueillir un volume de trafic en augmentation, et en particulier les trains de marchandises de 835 mètres qui devront y circuler.

Le deuxième principal goulot d'étranglement du corridor *ScanMed* se trouve dans les Alpes, plus précisément dans le col du Brenner. Sur l'une des plus importantes routes d'Europe qui traverse les Alpes, le trafic ferroviaire et surtout le transport de marchandises sur rail représentent un tel défi à cause des fortes pentes sur la ligne que le transport de marchandises par camion est souvent plus économique. Le tunnel de base du Brenner censé être terminé d'ici 2032 doit changer cela. Afin de pouvoir également garantir une liaison stable, aussi bien au Nord (Autriche et Allemagne) qu'au Sud (Italie), de nouvelles voies d'accès supplémentaires sont construites ou étendues, pour permettre des capacités de plusieurs centaines de trains par jour.

A côté de cela, il y a de nombreux goulots d'étranglement plus petits qui ne remplissent pas les exigences de l'UE sur les lignes directrices des corridors principaux et n'ont pas le degré de modernisation correspondant sur des portions du corridor ScanMed, dont certaines doivent par exemple être choisies à l'intérieur de la RFA. Dans la circulation ferroviaire, il manque encore le tronçon de la voie d'accès du Nord du tunnel de base du Brenner, qui doit être construite entre Grafing et Rosenheim, tout comme des voies de contournement entre Hanovre et Hambourg programmées dans le cadre du *Alpha E + Brême Optimisé*, ainsi que l'extension des voies locales existantes. Le tronçon entre Hof et Regensburg, qui fait partie du corridor Est du rail, doit encore être électrifié. Une nouvelle ligne Munich-Ingolstadt avec connexion à l'aéroport de Munich est également prévue au cahier des charges du corridor *ScanMed* à réaliser d'ici 2030. De nombreuses gares de transbordement de marchandises ne remplissent pour l'instant pas non plus les standards exigés, en particulier pour des trains de marchandises mesurant plus de 740 mètres, c'est par exemple le cas de Munich, Nuremberg, Hanovre, Rostock, Lübeck, Großbeeren, Schkopau, ainsi que de celle de Hambourg-Billwerder.

### ***Conditions pour une utilisabilité militaire du Corridor***

Pour que les axes de transport mis en place pour des objectifs principalement civils puissent effectivement être utilisés militairement dans le sens d'une stratégie de „double usage“, quelques conditions doivent être remplies, qui sont par exemple définies dans le Plan d'action européen „*on military mobility*“. Les charges d'essieu de 22,5 tonnes en font par exemple partie, tout comme la multimodalité des corridors, et donc la possibilité de pouvoir passer de la route au rail ou aux voies navigables, et inversement, plus ou moins à tout moment, si une des infrastructures fonctionnant en parallèle venait à être gravement endommagée. A côté des voies de transport de toutes sortes, ce sont surtout des gares et des ports de transbordement qui serviront à faire passer les marchandises de la route au rail et inversement, ou du bateau à la route/au rail. Dans le cadre du projet infrastructure de l'UE *Rail-Road Terminals*, ces gares de transbordement se trouvent le long du corridor *ScanMed* dans le sens Sud-Nord à l'intérieur de la RFA à Munich, Nuremberg, Hanovre, Berlin, Brême, Bremerhaven, Hambourg, Lübeck et Rostock.

En outre, pour que les corridors de transport puissent être utilisés militai-

rement, un approvisionnement en carburant suffisant tout du long est essentiel. En effet, le transport de troupes et de matériel de guerre engloutit une énorme quantité d'énergie et celle-ci ne se trouve pas comme par magie. L'approvisionnement du transport civil nécessite déjà d'innombrables stations de ravitaillement pour les véhicules légers, les poids-lourds, les trains, les avions et les bateaux, qui reçoivent le carburant nécessaire quotidiennement grâce à une logistique sophistiquée de pipelines, de trains de marchandises et de camions citernes. En gros, le carburant produit dans les raffineries (où le pétrole brut nécessaire arrive la plupart du temps par Pipeline, voir ci-dessous) arrive par des pipelines, des pétroliers et des trains-citernes dans les dépôts de stockage, à partir desquels il est amené également par train-citerne ou en camions jusqu'aux différents postes d'essence, ainsi qu'à des dépôts de stockage plus petits et plus éloignés. Quelques-uns des dépôts de stockage d'importance stratégique particulière pour l'armée sont alimentés en Allemagne et partout en Europe par le réseau de pipelines de l'OTAN, aujourd'hui aussi exploité par des opérateurs civils, mais assurant en cas de besoin l'utilisation militaire prioritaire. En Allemagne, il y a en tout 12 sites de raffinage de carburant en activité, qui se trouvent à Burghausen, Brunsbüttel, Gelsenkirchen, Hambourg-Harbourg, Hemmingstedt (Heide), Ingolstadt, Karlsruhe, Cologne, Leuna, Lingen (Ems), Schwedt (Oder) et Neustadt sur le Danube / Vohburg sur le Danube. Ils sont alimentés par quatre systèmes centraux de pipelines, l'oléoduc Nord-Ouest qui, avec l'oléoduc d'Allemagne du Nord par le port pétrolier de Wilhelmshaven, alimente en pétrole brut les raffineries à Lingen, Cologne, Gelsenkirchen et Hambourg-Harbourg, le pipeline Sud-européen qui, partant du port de Marseille, fournit la raffinerie à Karlsruhe et y est par ailleurs raccordé à l'oléoduc Transalpin (TAL), celui-ci pompant à nouveau du pétrole du port de Trieste pour l'acheminer à Burghausen, Ingolstadt, Karlsruhe et Neustadt/Vohburg sur le Danube, de même qu'un pipeline allant de Rostock à Schwedt et de là vers Lingen, particulièrement utilisé depuis le boycott du pétrole russe qui arrivait auparavant aussi à Schwedt par l'oléoduc nommé *Freundschaft* et qui arrive donc à ses limites en capacité, doit être modernisé et agrandi pour un budget de 400 millions d'euros. A partir des raffineries le carburant emprunte un chemin la plupart du temps opaque et sans cesse renouvelé de manière logistique par les pipelines, les trains-citernes et les camions jusqu'aux dépôts de stockage correspondants ou directement jusqu'aux différentes postes d'essence.

C'est cependant le *Central European Pipeline System* (CEPS) de l'OTAN



qui est destiné en priorité au ravitaillement militaire en carburant, en étant relié à des sites militaires à Lauchheim-Röttingen (Aalen), Altenrath, Mainhausen (Aschaffenburg), Bellheim, Niederstedem (Bitburg), Boxberg, Bramsche, Wonsheim (Fürfeld), Hademstorf (Hodenhagen), Hohn-Bollbrüg, Untergruppenbach-Obergruppenbach (Heilbronn), Huttenheim, Kork (Kehl), Weichering (Neuburg sur le Danube), Littel (Oldenburg), Pfungstadt, Bodelshausen, Würselen et Walshausen (Zweibrücken), ainsi qu'à des Einrichtungen civiles à Ginsheim-Gustavsburg, Honau, Krailing (Unterpffaffenhofen), Oberhausen (Neuburg sur le Danube) et Speyer, et comprend au total plus de 24 dépôts de stockage rien qu'en RFA avec une capacité évaluée pour chaque dépôt entre 20.000 et 100.000 mètres-cube. Comme points d'entrée pour le ravitaillement en carburant en RFA il y a les raffineries à Wesseling (Cologne), Lingen (Emsland), ainsi que le dépôt de stockage Gustavsburg à la situation stratégique favorable, sur un nœud ferroviaire et sur le Rhin, et disposant même d'un port propre. De plus, de nombreux autres dépôts de stockage avec raccordement au CEPS disposent de liaison ferroviaire et peuvent ainsi être réaménagés en points d'alimentation, et enfin il y a encore les ports de mer du nord et de Méditerranée ainsi que les nombreux dépôts de stockage en Belgique, aux Pays-Bas, au Luxembourg et en France, avec les raffineries qui y sont reliées, pour remédier à d'éventuelles pénuries en carburant. C'est aussi cruellement nécessaire, car le besoin en carburant d'une armée en mouvement est pour ainsi dire incommensurable. Un char *Panzer* par exemple consomme au moins 150 litres de diesel par heure de fonctionnement (les gros chars de combat vont jusqu'à 600 litres!), un avion de combat consomme vite de 5000 à 10.000 litres de kérosène par heure de fonctionnement. Les jours se comptent sur les doigts d'une main jusqu'à ce que les réserves en carburant dans les dépôts militaires soient à sec. Dans le cas de l'axe *ScanMed*, on remarque naturellement que la route entre l'espace Munich-Ingolstadt et Brême/Hanovre passe relativement loin du réseau de pipelines CEPS essentiel au niveau militaire pour l'Allemagne et que sur ce trajet soit des couloirs d'accès correspondants sur route ou sur rail devraient être utilisés, soit il faudrait aussi avoir davantage recours à l'approvisionnement civil en carburant aussi pour des usages militaires dans cette zone. D'ailleurs, les sociétés d'exploitation du CEPS sur le sol de RFA sont la société d'exploitation du réseau de transport(FBG), alors que les wagons-citernes nécessaires pour le transport ferroviaire ont été délégués à la VTG. Une partie des dépôts de stockage est en outre actuellement gérée par TanQuid.

A l'avenir, les pipelines d'hydrogène à construire et les infrastructures

qui se développent autour de l'hydrogène, vecteur énergétique en vogue, principalement imposées avec tant d'insistance par le parti de guerre vert, vont devenir toujours plus importants pour le ravitaillement en carburant de l'armée. Ainsi ils alimenteront probablement d'abord les raffineries qui continuent à fournir des carburants, mais à plus long terme il y aura certainement aussi des changements de carburant vers des moteurs fonctionnant à l'hydrogène. Du moins le réseau central d'hydrogène planifié prévoit d'englober toutes les régions se trouvant le long du corridor *ScanMed*.

Fragments pour une lutte insurrectionnelle contre le  
militarisme et le monde qui en a besoin p. 5

La guerre commence ici : paralysons son infrastructure,  
là où nous le pouvons p. 25

Le *réseau de transport trans-européen* (TEN-V), la  
logistique et la disponibilité militaires au vu de  
l'exemple du corridor *ScanMed* et de ses projets  
partiels actuels p. 31